



## ***Extrait du registre aux délibérations du conseil communal***

Séance publique du 18 décembre 2018  
Convocation et annonce publique 11 décembre 2018  
Point de l'ordre du jour 04 - Objet : **Renouvellement du règlement communal instituant un régime d'aides financières aux personnes physiques concernant la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement**

Présents : **M. Schroeder, bourgmestre ;  
MM. Pauly et Stelmes, échevins ;  
MM. Majerus, Schmitz, Kayser, Hansen, Esch et Toex, conseillers ;  
M. Faber, secrétaire.**

Excusés : /

**Le Conseil Communal,**

**Revu le règlement communal du 28 février 2017 instituant un régime d'aides financières aux personnes physiques concernant la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;**

**Vu le règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;**

**Vu le règlement grand-ducal du 19 décembre 2014 concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles ;**

**Revu la délibération du Comité du Syndicat pour l'Aménagement et la Gestion du Parc Naturel de la Haute-Sûre du 14 janvier 2013 portant proposition de participation des communes membres au pacte climat en collaboration intercommunale ;**

**Vu la signature collaborative du contrat pacte climat du 25 mars 2013 entre le Ministre de l'Environnement, le groupement d'intérêt économique Myenergy et les communes membres du Parc Naturel de la Haute-Sûre ;**

**Considérant qu'il est approprié de s'associer à l'initiative de l'Etat et de soutenir financièrement les actions de particuliers allant dans ce sens ;**

**Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;**

**Sur proposition de l'équipe régionale « pacte climat » et du collège échevinal afin d'harmoniser les taux de subvention en matière de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement dans la région du Parc naturel de la Haute-Sûre ;**

**Après en avoir délibéré conformément à la loi ;**

**ARRÊTE A L'UNANIMITE DES VOIX :**

**le règlement communal instituant un régime d'aides financières aux personnes physiques concernant la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement comme suit, à savoir :**

### **Article 1<sup>er</sup>. - Objet**

Il est instauré, sous les conditions et modalités ci-après, un régime d'aides financières pour les acquisitions et installations suivantes qui sont situées sur le territoire de la commune de Winseler :

#### **A) Mesures de rénovation énergétique et de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des ressources naturelles :**

1. Isolation thermique extérieure ou intérieure des murs extérieurs d'une habitation existante.
2. Isolation thermique des murs contre sol ou zone non chauffée d'une habitation existante.
3. Isolation thermique de la toiture ou de la dalle supérieure contre une zone non chauffée d'une habitation existante.
4. Isolation thermique de la dalle inférieure contre une zone non chauffée d'une habitation existante.
5. Remplacement des fenêtres et porte fenêtres d'une habitation existante.
6. Installation d'une infrastructure pour la collecte d'eau de pluie.

#### **B) Utilisation des sources d'énergies renouvelables :**

1. Installation de capteurs solaires photovoltaïques.
2. Installation de capteurs solaires thermiques.
3. Installation de pompes à chaleur géothermiques.
4. Installation d'un chauffage central à granulés de bois (Pellets), à plaquettes de bois (Hackschnitzel) ou à bûches (Scheitholz).

#### **C) Appareils électroménagers :**

1. Réparation d'appareils électroménagers par une entreprise inscrite au registre de commerce.

#### **D) Chauffage :**

1. Contrôle unique de l'efficacité énergétique (« Heizungscheck »).
2. Remplacement d'un ancien circulateur chauffage par une pompe à haute efficacité énergétique ( $IEE \leq 0.23$ ).
3. Equilibrage hydraulique.
4. Isolation des conduites d'eau chaude du chauffage.
5. Bonus si les mesures D2, D3 et D4 sont combinés.

#### **E) Mobilité douce :**

1. Achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté (Pédelec/max. 0,25 kW et 25 km/h).

#### **F) Réduction des déchets :**

1. Achat de couches lavables et/ou consultation professionnelle pour l'utilisation de couches lavables.

En vue des prestations susmentionnées, il est recommandé aux bénéficiaires des subventions d'avoir recours à des fournisseurs régionaux.

### **Article 2. - Bénéficiaires**

Les subventions pour les installations et acquisitions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> points A et B sont accordées aux personnes ayant leur domicile sur le territoire de la commune et ayant bénéficié d'une aide financière de l'Etat en vertu du règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Ne sont pas éligibles :

- les investissements réalisés par des personnes morales de droit privé ou public ;
- les investissements réalisés sur des immeubles destinés à un usage professionnel et/ou commercial ;

Les subventions pour les acquisitions mentionnées aux articles C1, D1-D5, E1 et F1 sont accordées à toute personne physique ayant son domicile (ou sa résidence secondaire) sur le territoire de la commune.

**Article 3. - Montants**

Dans la limite des crédits budgétaires, les montants des subventions pour les acquisitions et installations décrites à l'article 1<sup>er</sup> sont les suivants :

<b>A</b>	<b>Rénovation énergétique et économies d'énergie et de ressources naturelles</b>	<b>Montant accordé</b>
1	Isolation mur extérieur	400 €
2	Isolation mur contre sol ou zone non chauffée	400 €
3	Isolation de la toiture ou dalle supérieure contre zone non chauffée	400 €
4	Isolation de la dalle inférieure contre zone non chauffée ou sol	400 €
5	Remplacement fenêtres et portes fenêtres	400 €
6	Installation d'une infrastructure pour la collecte d'eau de pluie	250 €
<b>B</b>	<b>Energies renouvelables</b>	<b>Montant accordé</b>
1	Installation solaire photovoltaïque	25% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 1250 €
2	Installation solaire thermique	25% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 1250 €
3	Installation de pompes à chaleur géothermiques	400 €
4	Installation d'un chauffage central à granulés de bois (Pellets), à plaquettes de bois (Hackschnitzel) ou à bûches (Scheitholz)	25% de la subvention accordée par l'Etat avec un maximum de 1250 €

<b>C</b>		<b>Appareils électroménagers</b>	<b>Montant accordé</b>
1		Réparation d'appareils électroménagers par une entreprises agréé (machine à laver, lave-vaisselle, réfrigérateur, congélateur, sèche-linge)	50 % de la facture avec un maximum de 100 € par année et par ménage
<b>D</b>		<b>Chauffage</b>	<b>Montant accordé</b>
1		Contrôle unique de l'efficacité énergétique (« Heizungscheck »)	50 €
2		Remplacement d'un ancien circulateur de chauffage par une pompe à haute efficacité énergétique (IEE ≤ 0.23)	50 €
3		Equilibrage hydraulique de la tuyauterie du chauffage	10 % de la facture avec un maximum de 100 €
4		Isolation des conduites d'eau chaude du chauffage	10 % de la facture avec un maximum de 100 €
5		Bonus si les mesures D2, D3 et D4 sont combinés	50 €
<b>E</b>		<b>Mobilité douce</b>	<b>Montant accordé</b>
1		Achat d'un vélo sans assistance électronique ou d'un cycle à pédalage assisté (Pédelec/max. 0,25 kW et 25 km/h)	10 % du prix d'achat avec un maximum de 200 €
<b>F</b>		<b>Réduction des déchets</b>	<b>Montant accordé</b>
1		Achat de couches lavables et/ou consultation professionnelle pour l'utilisation de couches lavables (par expert agréé)	Max. 80 €

#### **Article 4. - Conditions et modalités d'octroi**

Les conditions d'octroi des mesures énumérées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont les suivantes :

1. Les subventions reprises aux points A1 à A6 et B1 à B4 sont subordonnés au bénéfice d'une aide financière attribuée par l'Etat. Un certificat attestant l'obtention de cette prime est à joindre à la demande.

La demande de subvention doit être introduite au plus tard 3 mois après réception du document attestant le montant de la subvention obtenue de la part de l'Etat.

2. Pour le point C1 la facture dûment acquittée est à joindre à la demande. Plusieurs demandes par année peuvent être déposées, mais le total des réparations est subventionné avec un montant maximal de 100 € par année et par ménage. La réparation doit être prise en charge par une entreprise inscrite au registre de commerce.

La demande, avec les pièces justificatives, est à introduire au plus tard 3 mois après la date de la réparation de l'appareil concerné.

3. Pour les points D1, D2, D3, D4 la facture respective dûment acquittée est à joindre à la demande. Les travaux ne sont éligibles que s'ils sont exécutés par des artisans agréés.

4. Pour le point D2 un certificat de la nouvelle pompe attestant un Indice d'Efficacité Energétique selon la réglementation (CE) 641/2009 de la Commission européenne d'au moins 0,23 ou plus efficace ( $IEE \leq 0,23$ ) est à joindre à la demande.
5. Les subventions reprises aux points D3 et D4 s'élèvent à 10 pourcents du montant facturé pour les services ou produits achetés avec un maximum de 100 € par mesure et par ménage.
6. La subvention repris au point D5 est un bonus qui est octroyé seulement si les mesures des points D2, D3 et D4 sont prises dans un délai de douze mois à partir de la date de la mise en œuvre de la première des trois mesures. Les conditions des points 3, 4 et 5 de l'article 4 doivent être respectées pour l'octroi de ce bonus.
7. La subvention reprise au point E1 s'élève à 10 pourcents du montant facturé pour le produit acheté avec un maximum de 200 € par vélo sans assistance électronique ou cycle à pédalage assisté (Pédelec/max. 0,25 kW et 25 km/h). Un seul vélo ou cycle à pédalage assisté sous les conditions ci-dessus est subventionné par personne et par période de cinq années. La facture respective dûment acquittée est à joindre à la demande.
8. La subvention reprise au point F1 est accordée aux parents d'au moins un enfant en-dessous de deux ans. La consultation professionnelle au sujet de l'utilisation de couches lavables et/ou l'achat de couches lavables peut avoir lieu avant la naissance de l'enfant ou au plus tard deux ans après sa naissance. L'enfant doit être domicilié dans la commune où la subvention est demandée. La subvention est accordée une seule fois par année et par enfant. La demande de subvention est à introduire au plus tard deux ans après la naissance de l'enfant. La consultation professionnelle doit se faire auprès d'un expert avec brevet d'aptitude reconnu. La facture respective dûment acquittée est à joindre à la demande.

Chaque demande de subvention se référant à la présente délibération doit comprendre le formulaire de demande dûment rempli, la facture du service ou du produit fourni dûment acquittée ainsi que tous les documents spécifiques énumérés ci-dessus aux points 1 à 8 de l'article 4. Chaque demande est transmise au collège échevinal qui y statue.

#### **Article 5. - Remboursement**

La subvention est sujette à restitution si elle a été obtenue par suite de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.

#### **Article 6. - Contrôle**

L'introduction de la demande comporte l'engagement du demandeur à autoriser les représentants de l'administration communale à procéder sur place aux vérifications nécessaires. L'administration communale se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire qu'elle juge nécessaire pour pouvoir vérifier le respect des conditions prévues pour l'octroi de la subvention.

Le collège des bourgmestre et échevins veillera régulièrement à l'attribution des mesures d'aides financières et soumettra au conseil communal, le cas échéant, les mesures nécessaires à une adaptation du présent règlement.

#### **Article 7. - Dispositions abrogatoires**

Le présent règlement abroge toutes les dispositions contraires contenues dans les délibérations antérieures sur la même matière.

#### **Article 8. - Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Sont éligibles les investissements qui sont réalisés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le Conseil Communal,  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme,  
Winseler, le 20 décembre 2018  
Le Bourgmestre,                      Le Secrétaire,